

# Non au matraquage fiscal des classes moyennes !

Les classes moyennes auraient dû se méfier. Après avoir choisi majoritairement François Hollande en mai 2012, elles se voient aujourd'hui devenir la cible de toutes les convoitises fiscales de ce Gouvernement.

Les attaques ont démarré dès l'arrivée au pouvoir des socialistes avec la refiscalisation des heures supplémentaires qui privent plusieurs millions de salariés d'un revenu complémentaire variant entre 60 et 100 euros mensuels : une perte de pouvoir d'achat très significative ; la non-revalorisation des tranches de l'impôt sur le revenu en fonction de l'inflation, ce qui va entraîner une augmentation non négligeable de l'impôt pour 16 millions de Français dont la plupart aux revenus moyens : là également une perte importante de pouvoir d'achat.

Mais le pire est à venir, avec la menace de mise sous condition de ressources des allocations familiales, une mesure profondément antinataliste et injuste alors que la bonne tenue de notre démographie représente un avantage considérable par rapport à d'autres pays européens ; avec la mise à l'étude de la suppression ou du plafonnement de la demi-part fiscale par étudiant ; avec enfin l'augmentation prévisible des impôts locaux, pour compenser la réduction des dotations de l'Etat, notamment dans les villes de gauche incapables de réduire les dépenses courantes.

Après avoir gaspillé le peu de croissance en 2012 ; après avoir financé la réduction du déficit essentiellement par des impôts nouveaux, le Gouvernement se tourne maintenant vers les classes moyennes, ceux que François Hollande appelait les « riches » parce qu'ils gagnent plus de 4000 euros par mois.

L'engrenage est inexorable : c'est bien un matraquage fiscal sans précédent qui attend les classes moyennes de notre pays.